Point de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation politique en Syrie, à Paris le 5 juillet 2012.

2012-07-05

Mesdames et Messieurs, merci d'être là. Demain matin aura lieu, ici-même, la Conférence des Amis du peuple syrien, à l'invitation de la France où nous allons réunir plus de cent États, c'est-à-dire plus de la moitié du monde pour dire notre opposition à Bachar Al-Assad, notre soutien au peuple syrien et notre volonté de préparer l'avenir de la Syrie. En même temps, nous avons voulu à cette occasion ouvrir, même si c'est symbolique, une Maison du peuple syrien où nous avons le bonheur d'accueillir aujourd'hui des amis syriens de l'intérieur et de l'extérieur, de toutes les générations qui sont là à la fois pour se rencontrer et pour que la presse puisse les rencontrer afin de montrer leur action et leur lutte.

Je veux dire à ces amis syriens à quel point nous les soutenons et à quel point nous admirons leur courage. Vous discuterez avec eux, vous suivrez leur chemin : certains sont des résistants en Syrie, d'autres sont venus en Europe ou dans d'autres parties du monde. Il y a parmi eux des hommes, des femmes, des jeunes, des moins jeunes ; il y a toutes les générations. Il y a également beaucoup de médecins qui sont particulièrement pourchassés parce qu'ils aident la population ; ils déplorent des dizaines de morts parmi eux.

Ce que nous voulons, c'est appeler l'attention de l'ensemble du monde sur le drame qui est en train de se dérouler en Syrie, sur la nécessité que Bachar Al-Assad quitte le pouvoir et sur la préparation de la Syrie du futur.

On ne peut le faire qu'avec les Syriens eux-mêmes. Le fait que nous réunissions à Paris plus de cent États du monde entier. Depuis les réunions de Tunis et Istanbul, le nombre de participants ne cesse d'augmenter, ce qui prouve que, peu à peu, l'action gagne du terrain.

Je veux donc dire à nos amis syriens que non seulement la France, bien sûr, mais beaucoup de pays dans le monde ainsi que l'opinion internationale sont à leurs côtés.

Je veux ajouter que demain un certain nombre de nos amis syriens s'exprimeront, mais aussi beaucoup de représentants des pays - puisque nous aurons plus de 50 ministres - ainsi que le président de la République, François Hollande, qui introduira cette Conférence.

Durant la conférence, nous prendrons des décisions pour faire en sorte que, politiquement, il puisse y avoir une unité contre Bachar Al-Assad pour préparer la transition politique, pour rapprocher l'opposition afin qu'elle ait un front uni, et aussi pour l'aider sur le plan humanitaire et sur le plan des sanctions. Bref, il s'agit d'une conférence qui doit avoir des résultats concrets.

En tout cas, je veux remercier nos amis syriens d'être là et les féliciter pour leur courage. Je veux remercier les journalistes d'être là aussi et dire à tous que nous sommes vraiment aux côtés du peuple syrien.

Q - Envisagez-vous une option militaire ?

R - Nous devons d'abord agir sur le plan politique. Vous avez vu que la semaine dernière, à l'invitation de Kofi Annan, l'Envoyé spécial conjoint des Nations unies et de la Ligue arabe, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, plus quelques autres nations, se sont réunis et qu'ils ont adopté un texte commun. Ce texte a fait l'objet d'interprétations diverses mais, pour moi qui l'ai négocié et signé, il n'y a pas d'interprétations diverses.

Nous disons qu'il faut qu'un gouvernement de transition soit nommé et qu'il détienne tous les pouvoirs ; ce qui veut dire que Bachar Al-Assad devra partir.

Nous disons que ce gouvernement devra être composé de personnalités nouvelles avec un consentement mutuel.

Nous disons que le futur de la Syrie doit respecter les droits de l'homme et de la femme, qu'il doit respecter l'intégrité de la Syrie et la diversité des communautés.

Nous disons en même temps - c'est moi qui l'ajoute - que l'opposition doit agir sans cesse pour s'unir. Nous allons, si cette décision n'est pas appliquée, la porter au Conseil de sécurité des Nations unies pour lui donner force d'autorité que l'on appelle en terme technique le chapitre VII.

Nous comptons bien que la conjugaison de la pression internationale et de la résistance intérieure syrienne et tout ce qui est fait par vous, les Syriens qui sont hors de Syrie, eh bien on finira par se rendre à l'évidence que M. Bachar Al-Assad est un massacreur et qu'il doit partir pour redonner la perspective qu'elle doit avoir à ce beau peuple de Syrie.

Q - Sur le plan humanitaire, on parle de mesures concrètes pour la première fois. Quelles sont les mesures concrètes que le monde et la France vont prendre pour aider les Syriens ? Peut-on parler de corridors humanitaires ou de zones protégées par exemple ?

R - Nous sommes en train de discuter d'ores et déjà cet après-midi des termes exacts de ce qui sera adopté demain. Je ne veux pas préjuger de la discussion qui aura lieu cet après-

midi mais l'idée maîtresse est - vous l'avez bien compris - que cette conférence soit utile, avec des résultats concrets, sur le plan humanitaire bien sûr, sur le plan des soutiens à l'opposition syrienne, sur le plan politique et aussi sur le plan des sanctions. C'est l'ensemble de ce registre que nous couvrons.

Q - Ne fait-on pas un pas en arrière par rapport à la semaine dernière puisque, demain, il n'y aura ni les Chinois ni les Russes ?

R - Pas du tout. La semaine dernière les interprétations étaient différentes. Nous avons fait un pas en avant parce que c'était la première fois que nous adoptions un texte avec l'ensemble des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Après, un certain nombre d'interprétations sont revenues en arrière mais la réalité est là et tout le monde comprend que Bachar Al-Assad doit partir.

Demain, ce sera une réunion différente, ce seront les Syriens eux-mêmes qui seront là. Les personnes qui m'entourent sont des Syriens ; les uns, de l'intérieur, qui sont parfois venus au péril de leur vie et les autres qui habitent en France ou dans d'autres pays du monde. Ils vont s'exprimer devant la moitié de la communauté mondiale.

Les Russes et les Chinois étaient invités, bien sûr, mais nous savions, par définition qu'ils ne seraient pas là. Le Secrétaire général de la Ligue arabe et l'Envoyé du Secrétaire général des Nations unies seront là. J'aurai aussi à mes côtés Hillary Clinton et le ministre des Affaires étrangères turc.

Q - Mais les gens à convaincre ne sont pas là ?

R - Les gouvernements à convaincre doivent comprendre, je pense, que l'opinion internationale sait depuis longtemps ce qu'est un dictateur. Il y a encore des pays à convaincre. J'entends souvent de leur part l'argument suivant : «nous voulons éviter le désordre qu'il pourrait y avoir si M. Bachar Al-Assad partait». Mais le désordre - et c'est un mot faible - est là. Ce n'est pas seulement le désordre, c'est le scandale absolu. Si on veut donner un avenir à la Syrie, elle doit redevenir une terre de paix comme elle veut l'être. Elle peut l'être, il faut que M. Bachar Al-Assad parte, ce langage-là doit être compris. Kofi Annan qui sera représenté demain en est le porteur et nous soutenons cette démarche.

Merci à tous.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 11 juillet 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185454-point-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres